

APPEL

KURDISTAN : LA SOLUTION EST POLITIQUE !

Une nouvelle année commence. Et elle commence sous de sales couleurs au Kurdistan : tandis que l'État turc continue de bombarder le Kurdistan syrien dans le plus grand silence international, le Kurdistan turc crie justice du fond des prisons. Depuis le 27 novembre 2023, une grève de la faim collective mobilise des milliers de captifs dans une centaine d'établissements pénitentiaires. Ils réclament, une fois de plus, la libération d'Abdullah Öcalan, cofondateur du PKK incarcéré depuis 1999 et soumis à l'isolement le plus total. C'est qu'Öcalan, comme Nelson Mandela en son temps – lui aussi qualifié de « terroriste » par le régime d'apartheid –, est le seul à pouvoir mettre un terme à la « question kurde » en Turquie. Voilà des décennies que le leader autonome appelle à une solution négociée, juste et pacifique. Les armes, répète-t-il, seront alors rendues par le biais d'une médiation internationale. Des pourparlers de paix avaient été entrepris en 2013, avant d'être foulés aux pieds par Erdogan deux ans plus tard, faux défenseur des Palestiniens et vrai oppresseur des minorités vivant sous son contrôle.

Les prisonniers kurdes appellent à la solidarité internationale. Leur voix doit, partout, être entendue ; leur voix doit, partout, être relayée. Les pays occidentaux entretiennent des relations économiques et militaires avec l'État turc, éminent membre de l'Otan. Chaque citoyen a son mot à dire sur la politique étrangère de son propre gouvernement. Chaque parole engage. Chaque silence aussi.

Depuis le mois de décembre 2023, Selahattin Demirtas, cofondateur de la principale formation de la gauche démocratique en Turquie, le HDP, plaide sa cause face aux juges. Arrêté en 2016, il risque jusqu'à 142 ans de prison. Demirtas déclare aujourd'hui : « *Nous appelons une paix honorable, un environnement paisible où les Turcs, les Kurdes, les Alévis et les sunnites vivraient librement. (...) L'État turc nous juge à des fins racistes et nationalistes, simplement parce que nous sommes kurdes. Nous sommes jugés parce que nous ne nous soumettons pas à l'idéologie et aux thèses racistes turques. Le Kurdistan est notre patrie et nous sommes jugés pour avoir dit : "Vous ne pouvez pas occuper le Kurdistan, vous ne pouvez pas le détruire." Dans cette salle, on veut condamner la réalité kurde en notre personne.* » L'ancienne députée HDP, Sebahat Tuncel, elle aussi détenue depuis 2016, ajoute : « *Il y a l'option de la fraternité, de l'amitié et de la coexistence à travers la promotion de la vie.* » Mais cette option, le pouvoir turc, allié au mouvement ouvertement fasciste MHP, la rejette systématiquement.

LES SIGNATAIRES

Nadège Abomangoli députée FI **Arié Alimi** avocat, auteur et membre de la LDH **Hakim Amokrane** chanteur, cofondateur de Zebda **Mustapha Amokrane** chanteur, cofondateur de Zebda **Joseph Andras** écrivain **Ludivine Bantigny** historienne **Miguel Benasayag** philosophe et psychanalyste **Olivier Besancenot** ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle **Rachida Brakni** actrice et cinéaste **Rony Brauman** médecin et essayiste **Éric Cantona** acteur, chanteur et ancien footballeur **Carmen Castillo** cinéaste **Patrick Chamoiseau** écrivain **Laurence Cohen** sénatrice honoraire PCF **Éric Coquerel** député FI **Leyla Dakhli** historienne **Hendrik Davi** député FI **Alice Diop** cinéaste **Sébastien Delogu** député FI **Rokhaya Diallo** autrice et réalisatrice **Éric Fassin** sociologue **Elsa Faucillon** députée PCF **Robert Guédiguian** cinéaste **Nadia Yala Kisukidi** philosophe **Anouche Kunth** historienne **Adèle Haenel** actrice **Kaoutar Harchi** écrivaine et sociologue **Andy Kerbrat** député FI **Pierre Laurent** sénateur honoraire PCF et ancien vice-président du Sénat **Jean-Paul Lecoq** député PCF et conseiller municipal **Frédéric Lordon** philosophe et économiste **Michael Löwy** sociologue **Maryam Madjidi** écrivaine **Chowra Makaremi** anthropologue et réalisatrice **Carlos Martens Bilongo** député FI **Edgar Morin** sociologue et philosophe **Aline Paillet** journaliste **Ernest Pignon-Ernest** artiste plasticien **Philippe Poutou** ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle **Anne Querrien** sociologue, urbaniste et codirectrice de *Multitudes* **Rocé**, rappeur **Pinar Selek** sociologue et écrivaine **Danielle Simonnet** députée FI **Pierre Tevanian** philosophe **Ana Tijoux** rappeuse et chanteuse **Laetitia Tura** réalisatrice **Françoise Vergès** politologue et essayiste **Gisèle Vienne** metteuse en scène et chorégraphe **Abdourahman Waberi** écrivain **Malik Zidi** acteur et écrivain.

Les collectifs : Assemblée féministe transnationale, Association France-Kurdistan, Cases rebelles, Conseil démocratique kurde en France, Dispac'h, Féministes révolutionnaires Paris, Gauche écosocialiste, la Grenade, collectif féministe, Lesbiennes contre le patriarcat, l'Offensive, Peps (écologie populaire et sociale), réseau internationaliste Serhildan, Tsedek!, Union communiste libertaire, union syndicale Solidaires, Wana (West Asia-North Africa).

Or on le sait : les conflits n'ont de solution que politique. La répression, la discrimination, les massacres, les emprisonnements ne durent jamais éternellement. Aussitôt qu'un peuple est assujéti, il résiste : l'Histoire en jure. Les opprimés ont résisté en Inde, au Vietnam, en Algérie, en Afrique du Sud : ils ont fini par recouvrer leur liberté. Un jour viendra celle du peuple kurde. Pour l'heure, celui-ci promeut la démocratie face à l'autocratie et au nationalisme guerrier. Soutenons-le depuis notre sol. Ne laissons pas les prisonniers dans l'ombre.

Écoutons Abdullah Öcalan. Écoutons Selahattin Demirtas. Écoutons Sebahat Tuncel. Écoutons l'ancienne maire et militante féministe Ayse Gökkan, arrêtée à quelque 80 reprises et détenue depuis 2021. Écoutons l'ancienne coprésidente du HDP Figen Yüksekdağ, incarcérée en 2016. Écoutons l'ancienne maire Gültan Kisanak, torturée dans les années 1980 et incarcérée en 2016. Écoutons la chanteuse Nüdem Durak, condamnée à dix-neuf ans de prison pour avoir défendu les droits et la culture de son peuple par son art. Écoutons le chanteur Erkan Beli, torturé et condamné à la détention à perpétuité. Écoutons la journaliste Dicle Müftüoğlu, coprésidente de l'association des journalistes Dicle Firat Gazeteciler Dernegi (DFG), emprisonnée depuis mai 2023. Écoutons le journaliste Ziya Ataman, de l'agence Dicle Haber Ajansi (Diha), désireux que « *(leur) situation en prison soit connue du public* ». Écoutons Nedime Yaklav, qui, bien qu'ayant purgé sa peine de plus de trente ans, demeure emprisonnée. Écoutons Mustafa Murat Perisan, lui aussi otage depuis plus de trente ans et maintenu en détention au motif qu'il refuse de signer une déposition de « remords ». Écoutons Selver Yildirim et Abdulalim Kaya, gardés en détention en dépit de maladies lourdes.

La liste serait sans fin. Écoutons, oui. Et, comme citoyens français, exigeons : l'arrêt des partenariats commerciaux et de la collaboration militaire avec l'État turc ; le retrait du PKK de la liste des « organisations terroristes » ; la fin de la coopération policière et judiciaire, via Interpol, avec l'État turc ; la levée du secret-défense dans l'affaire du triple féminicide kurde de janvier 2013, à Paris. ■

**LA RÉPRESSION,
LA DISCRIMINATION,
LES MASSACRES
NE DURENT JAMAIS
ÉTERNELLEMENT.**